

D O S S I E R ÉTATS-UNIS

Ci-contre le texte qui aurait dû paraître en page 13, si une erreur de l'imprimeur ne vous en avait privé.

Les élections présidentielles – et leur avant-goût : les primaires dans le camp républicain et, surtout, démocrate – ont occupé une place tout à fait exceptionnelle dans les divers médias des pays européens.

Y a-t-il là un signe de l'accentuation des traits « de l'américanisation » de la vie politique en Europe ? Certainement. En outre, attribuer une telle place au « combat » entre Barack Obama et Hillary Clinton, puis entre John McCain et Obama, exalte un dispositif politique qui renvoie au modèle d'alternance – centre-gauche, centre-droit – prôné à l'échelle européenne.

Au-delà de la dimension de stricte mise en scène médiatique, l'espace occupé par les élections présidentielles américaines, avec leur machine à fabriquer des histoires (le storytelling), impose une discussion sur le sens des notions politiques de « gauche » et de « droite » en Europe ; du moins concernant les principales formations politiques, entre autres la social-démocratie.

Ces concepts « gauche », « droite » renvoient à une histoire, celle des révolutions bourgeoises et des révolutions prolétariennes qui y ont fait suite. Certes, des lignes de force de ces périodes historiques sont toujours présentes. Toutefois, dans le contexte actuel d'un capitalisme effectivement mondialisé, ces concepts ne sont plus pertinents afin de définir une orientation politique anti-capitaliste et socialiste.

« L'unité de la gauche » – l'alliance avec la social-démocratie, les accords électoraux avec cette dernière, l'appel à voter pour ses candidats au nom du « moindre mal » – ne peut pas participer d'une bataille pour faire (re)émerger des éléments plus forts d'une indépendance de classe face aux formations bourgeoises, du centre-droit ou du centre-gauche. Autre chose est l'unité la plus large, nécessaire pour engager des batailles portant sur des droits démocratiques qui sont mis en cause, avec force.

Dans ce cadre, nous n'avons pas consacré ce dossier – qui n'est qu'un premier volet – aux élections américaines et aux perspectives de la gauche. Cela sera fait par la suite, dans le numéro 4.

Nous avons choisi d'ouvrir ce dossier par une discussion avec Gilbert Achcar sur la place des Etats-Unis dans le monde, en obéissant à une conception qui a été exposée dans le texte politique de référence de cette revue (numéro 1). Cela d'autant plus que, après avoir déclaré la pérennité de « l'hyperpuissance » étatsunienne, divers analystes renvoient, aujourd'hui, les Etats-Unis dans leur coin. Ils découvrent « un monde multipolaire où la souveraineté nationale redevient un axe de la pensée politique » (Jacques Sapir).

Le capitalisme étatsunien constitue l'épicentre d'une crise capitaliste d'ampleur, avec ses prolongements internationaux. Les débats se poursuivent, comme de normal, sur les rythmes et l'extension de cette crise. Mais, il n'est pas courant que dans l'hebdomadaire de référence de Wall Street *Barron's* – lors de la « table ronde » des experts qu'il organise au mois de juin – on puisse lire des déclarations telles que : « *Les Etats-Unis sont en récession. Les seules personnes qui ne le croient pas sont à Wall Street... Les prix de l'immobilier ont chuté de 14% sur un an. Le pétrole est à 135 dollars le baril, une hausse de près de 40% depuis janvier. Les prix des biens alimentaires montent en flèche. Le chômage augmente et les salaires stagnent. Les conditions pour le crédit se durcissent. Les ventes d'automobiles chutent. L'Etat fait face à une crise budgétaire. Cette combinaison de problèmes est sans précédent, à moins que vous ne remontiez à 1929.* » (Fred Hickey, p. 40) L'article de Michel Husson fournit une explication des éléments sous-jacents à ladite « crise des subprimes ».

Et la guerre impérialiste en Irak et en Afghanistan, comme les menaces brandies à l'encontre de l'Iran, se prolonge. La guerre restera une donnée de la situation internationale. Les gouvernements européens emboîtent le pas des Etats-Unis en Afghanistan, avec plus ou moins de réserves. Le mouvement anti-guerre reste limité, mais les initiatives des soldats (*veterans*) méritent toute notre attention.

Guerre et guerre sociale s'entrelacent. Kim Moody en scrutant, dans le détail, la politique du maire de New-York – la capitale financière mondiale – nous permet d'en saisir les aspects les moins connus. Une sorte de paradigme de la gestion néolibérale d'une métropole. *cau*